Communiqué des ONG 30 mars 2012

samedi 31 mars 2012

Quarante organisations ouest africaines et françaises du "*Programme Genre et économie, les femmes actrices du développement*" se sont réunies à Ouagadougou au Burkina Faso du 26 au 29 mars 2012.

Au Burkina Faso, Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Togo, leurs projets visent à favoriser les activités économiques des femmes dans les filières agricoles, agroalimentaires, artisanales, l'entreprenariat et les métiers émergents. Le fil conducteur est l'intégration de l'approche de genre pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des femmes et des hommes.

Durant quatre jours, ces acteurs et actrices de la société civile - responsables d'ONG, animateurs et animatrices, formatrices et formateurs en genre, femmes actrices des projets, ont échangé sur les treize projets mis en œuvre depuis plus de deux ans. Ils ont commencé à rassembler les acquis pour créer des supports écrits et audio-visuels qui seront utiles à tous les acteurs du développement et de la coopération.

Au cœur de leurs débats : la place et la définition d'une économie qui respecte l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits humains, et favorise le développement durable des sociétés. Dans le contexte de la crise économique et alimentaire, qui touche particulièrement les pays sahéliens, c'est une économie qui soutient les filières et les débouchés locaux, qui crée des activités et des emplois rémunérateurs, renforce la structuration et les coopérations entre actrices et acteurs économiques.

Sur la base de leur expérience quotidienne, les ONG constatent que des changements des relations entre femmes et hommes vers plus d'égalité et de partage équitable du temps, des responsabilités décisionnelles, des ressources, sont nécessaires pour que les femmes puissent augmenter leurs revenus, pérenniser leurs activités économiques et en faire un facteur d'émancipation.

Les actrices et acteurs de la société civile rassemblés à l'atelier de Ouagadougou ont débattu des enjeux suivants :

– L'accès des femmes aux filières, aux formations, l'identification et la création de nouveaux métiers.
– Les articulations entre la rentabilité économique et la rentabilité sociale, du point de vue notamment des différents rôles et multiples activités des femmes.
– L'accès et le contrôle aux moyens de production : terres, espaces de travail, intrants, outils, crédit et fonds de garantie, moyens de transports et de déplacement…
– Les questions de pouvoir, les pratiques organisationnelles des femmes et des hommes.
– Le renforcement des moyens pour accompagner tous ces changements sociaux qui nécessitent du temps.

Les participant-es ont également souligné que leurs efforts et leurs contributions en matière de développement, souvent avec des moyens réduits et un investissement bénévole, seraient encore plus efficaces si les politiques publiques du niveau national au niveau local collectivités, tout comme les appuis internationaux s'engageaient clairement à :

– Concrétiser les engagements internationaux, les stratégies et les plans d'action genre élaborées au niveau national : droits civils des femmes et réforme des codes de la famille, accès des femmes à la propriété, au foncier, parité aux instances décisionnelles, éducation, prise en compte des jeunes

filles, droits sexuels et de la procréation…
– Intégrer l'égalité femmes-hommes dans les plans de développement municipaux et autres initiatives locales : espaces de travail et de vente, équipements, services publics acessibles, garderies, garanties et crédit à un taux soutenable par les femmes…
– Assurer la cohérence des politiques : l'approche de l'égalité femmes-hommes doit être intégrée dans tous les projets, quels que soient leurs domaines, en France comme en Afrique de l'Ouest
– Instaurer des financements sur le long terme pour assurer la pérennité des acquis car le développement et l'égalité des sexes sont des processus longs. Dans ce cadre, les appuis aux projets économiques doivent financer systématiquement l'alphabétisation des femmes qui reste une base de leur autonomisation économique et personnelle.

Les membres du « Programme Genre et économie, les femmes actrices du développement » s'engagent à poursuivre de façon déterminée et concertée la réflexion, l'action, la création et la diffusion d'informations et de documents en matière de genre et développement, sur la base des expériences et réalisations pilotes que chaque projet met en œuvre en fonction des spécificités de son pays et de sa région.

Adéquations
ADEE
Afrique Verte ACSSA, APROSSA, MISOLA, AMASSA
Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
Asfodevh
ASMADE
Association Femmes et Vie
Aster-International
CAGED
Enda-Europe
Enda Pronat
Ethnik
Equilibres & Populations
Fédération agropasteurs de Diender
Fédération Woobin de Keur Moussa
Fédération Nigatamaaré Tooro
Fédération Nuni
Fédération Yakaar Niani Wulli
Fédération Kouthioye et Samasansang
Fédération avicole Bantaré Ndiwri
ICAT
Groupement d'éleveuses de Kara
Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement
GRET
Guilde européenne
Ragussi
Buyaba
Uproka
Rim Tereb Som
Salon International de l'Artisanat pour et par la Femme
Terre des Hommes France
SOTCHI

Ces organisations sont membres des consortiums AGLAE et TCHIWARA qui mettent en œuvre le

programme Genre et économie, les femmes actrices du développement, avec l'appui financier du ministère français des Affaires Etrangères et européennes (MAEE).

– Plus d'information sur le Programme genre et économie, les femmes actrices du développement, auquel collabore Adéquations
– Participation d'Adéquations au Forum d'AWID 2012 "Transformation du pouvoir économique pour avancer les droits des femmes et la justice"

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1799